

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 2 <

# PGC

## RN 12 - Echangeur de ST THONAN - Reprise des bretelles Nord



DEKRA Industrial  
241 rue du Général Paulet  
CS 62845  
29200 BREST

Tél. 02.99.86.72.11  
Fax

**Affaire n° : 54245819**

### Coordonnateurs SPS

Conception : GREGORY ALLANIC  
Réalisation : GREGORY ALLANIC

### Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
28/10/2024	A	Version initiale

*Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.*

## Sommaire

<b>Préambule.....</b>	<b>5</b>
<b>Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.....</b>	<b>7</b>
Présentation du projet .....	7
• Description succincte du projet.....	7
• Situation géographique .....	7
• Description synthétique de l'environnement .....	7
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	7
• Eléments pour la rédaction de cette version du PGC : .....	8
Intervenants concernés par l'opération .....	8
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, .....	8
• Organismes institutionnels de la prévention .....	9
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage .....	9
<b>Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS .....</b>	<b>10</b>
Description de l'environnement et des servitudes.....	10
• Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins .....	10
• Par rapport aux piétons, automobilistes.....	10
• Par rapport aux établissements en activité .....	10
• Par rapport aux interdictions de survol .....	10
• Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien) .....	10
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier .....	10
• Par rapport au terrain (la terre, l'eau, ... ).....	11
• Par rapport à la nature du sol .....	11
Description de l'ouvrage à bâtir.....	11
Travaux de terrassement, d'assainissement, de chaussées et d'équipements pour l'aménagement et la sécurisation de l'échangeur.....	11
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers.....	11
• Amiante /HAP .....	11
Accès au chantier .....	12
• Véhicules et personnel.....	12
• Points particuliers.....	12
• Fléchage - Signalétique d'accès - Affichage.....	12
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.....	13
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.).....	13
• Intervention sur la ou les zone(s) de travaux .....	13
Installations de chantier .....	13
• Plan d'installation de chantier.....	13
• Recherche des zones d'installation du cantonnement .....	13
• Travaux préparatoires à l'installation de chantier : .....	14
• Clôtures : base vie et zones à risques .....	14
• Affectation des installations de chantier.....	14



• Dimensionnement du cantonnement .....	14
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel .....	14
• Secours.....	14
• Nettoyage et entretien du cantonnement.....	15
Autorisations administratives et démarches diverses .....	15
<b>Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent .....</b>	<b>16</b>
Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales .....	16
• Généralités.....	16
• Circulations des piétons .....	16
• Circulations horizontales et verticales.....	16
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage .....	17
• Généralités.....	17
• Grues mobiles : .....	17
• Grues auxiliaires de chargement de véhicules : .....	17
• Vérification des appareils et des accessoires de levage .....	17
• Autorisation de conduite.....	18
• Limitation du recours aux manutentions manuelles .....	18
• Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement .....	18
Approvisionnement, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux.....	18
• Approvisionnements.....	18
• Magasins .....	18
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres .....	19
• Evacuation des déchets .....	19
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux .....	19
• Matières et substances dangereuses .....	19
• Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier.....	19
Protections collectives .....	19
Prévention des risques liés aux maladies professionnelles.....	20
Mesures prises en matière d'interactions sur le site .....	22
<b>Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier .....</b>	<b>23</b>
Respect des contraintes du site .....	23
• Horaires de chantier imposés.....	23
• Horaires et contraintes de livraisons.....	23
Site en exploitation .....	23
• Risque incendie.....	23
• Evacuation des personnes en cas d'incendie .....	23
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus .....	23
<b>Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant .....</b>	<b>24</b>
Nettoyage du chantier .....	24
• Règles générales de nettoyage du chantier.....	24
Démarche environnementale, tri des déchets.....	24
• Objectifs.....	24



<b>Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.....</b>	<b>25</b>
Organisation des secours.....	25
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) .....	25
Infirmierie.....	25
Dispositions en cas de travail isolé .....	25
Risque incendie .....	26
<b>Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants.....</b>	<b>27</b>
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	27
Inspection commune .....	27
Etablissement d'un PPSPS .....	28
Diffusion des PPSPS.....	28
Observations du coordonnateur SPS.....	28
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour.....	29
Mise à jour du PGC .....	29
Sous-traitant .....	29
Travailleurs Indépendants .....	29
Travail dissimulé.....	30
Prêt de main d'oeuvre .....	30
Recensement des accidents du travail .....	30
<b>Annexe(s).....</b>	<b>31</b>
• - Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage .....	31
• - DIR OUEST : extrait du règlement balisage routier .....	31



## Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBT.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Le PGC est établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention :

1. Eviter les risques.
2. Evaluer les risques qui ne peuvent être évités.
3. Combattre les risques à la source.
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral.
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'ouvrage et au coordonnateur SPS. Les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs. Les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.



### **Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage**

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitantes) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).

# Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

## PRESENTATION DU PROJET

### Description succincte du projet

Les travaux concernent la reprise des bretelles Nord de l'échangeur de St Thonan sur la RN12 (sens Morlaix vers Brest).

Travaux de terrassement, d'assainissement, de chaussées et d'équipements pour l'aménagement et la sécurisation de l'échangeur.

### Situation géographique

Le projet est situé sur la RN 12 secteur de ST THONAN sur l'échangeur de Croaz ar Neizic.

### PLAN DE SITUATION : ECHANGEUR DE SAINT THONAN - RN12

Cette opération se situe sur la RN12, à hauteur du PR 60D (Droite) :



Situation de l'échangeur de St Thonan \_ Kroaz ar Heizig\_ bretelles nord – route de Kerjégu

### Description synthétique de l'environnement

Les travaux se situent sur un axe routier fortement fréquenté.

Les contraintes particulières à prendre en compte par les entreprises dans leur organisation et analyse de risques :

- Interfaces avec les usagers de la route RN12 et bretelles.
- Proximité de cheminement piétons, cycles, d'une zone d'activités.

La signalisation temporaire de circulation sera mise en place par la DIR Ouest, CEI de Brest.

### Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

Voici le phasage des travaux proposés au DCE :





« Deux ou trois phases de travaux permettraient de limiter les contraintes d'exploitation sous chantier. Suivant les indications de l'exploitant de la DIRO, la circulation sur les bretelles existantes de la RN12 devra être maintenue le plus longtemps possible.

Voici, ci-dessous, une proposition de phasage :

**Phase 1 – bretelles existantes de la RN12 ouvertes :**

- réalisation des terrassements, de l'assainissement et de la couche de forme, hors emprise de circulation des bretelles : restriction de largeur possible selon avis de l'exploitant (délai maximum proposé par l'entreprise).

**Phase 2 - bretelles existantes de la RN12 fermées :**

- réalisation des chaussées des bretelles nouvelles, mise en place des ilots directionnels, des équipements (délai minimum proposé par l'entreprise).

**Phase 3 - raccordement à la RN12 sous neutralisation de la voie lente de la RN, de jour (délai minimum proposé par l'entreprise).**

- Les travaux sur les voies d'accélération et de décélération des bretelles ainsi que le coulage des bordures de l'ilot se feront sous neutralisation de la voie de droite de la RN, de jour (9h30-16h30 et 16h00 le vendredi). »  
*fin de l'extrait*

### Eléments pour la rédaction de cette version du PGC :

Le PGC est rédigé suite :

- A l'examen du dossier reçu le 28/10/2024 et à la visite du 29/10/2024.

### INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

**Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...**

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
<b>Maître d'ouvrage</b>		
DIR. INTERDEPARTEMENTALE ROUTES OUEST 10 Rue Maurice Fabre Cs 63108 35031 RENNES CEDEX	M Matthieu JOUVIN - SEM/PECD	matthieu.jouvin@developpement- durable.gouv.fr
<b>Maître d'ouvrage</b>		
DIR Ouest 10 rue Maurice Fabre CS 63108 35031 RENNES CEDEX	VERBRUGGHE Julian (Responsable d'opérations) - DIRO/SEM/PMI	06 62 59 63 62 02 99 33 47 31 julian.verbrugghe@developpement- durable.gouv.fr
DIR OUEST / District de Brest / CEI de Brest Rue de Poul ar Feunteun 29490 GUIPAVAS	Patrice AUTRET	02 98 28 68 10  Patrice.Autret@developpement- durable.gouv.fr
<b>Coordonnateur SPS</b>		
DEKRA Industrial ACT CSPS BRETAGNE 241 rue du Général Paulet CS 62845 29200 BREST	Titulaire : C : GREGORY ALLANIC R : GREGORY ALLANIC Suppléant : C : R :	02.99.86.72.11  gregory.allanic@dekra.com





## Organismes institutionnels de la prévention

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
<b>CARSAT BRETAGNE</b>		
236 Rue Châteaugiron 35030 RENNES CEDEX 9	M. JEGU	02 99 26 61 38 02 99 26 70 48 jean-francois.jegu@carsat-bretagne.fr
<b>OPPBTP</b>		
18 - 20 rue Bahon Rault 35000 RENNES	Candice BRANDALISE	06 17 36 37 20 02 99 63 33 45 candice.brandalise@oppbtp.fr
<b>INSPECTION DU TRAVAIL</b>		
1 Rue des Néréïdes CS 32922 29229 BREST CEDEX 2	Mme M.	02.98.41.82.55 02.98.41.59.36 ddets-uc3@finistere.gouv.fr

## Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.



# Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

## DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

### Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins

Absence de bâtiments dans l'environnement immédiat.

Les travaux ne doivent en aucun cas affaiblir les bâtiments et ouvrages à proximité. L'utilisation des engins de terrassement doit faire l'objet d'une étude d'impact sur les installations environnantes (en terme de vibration notamment).

Suivant les conditions météorologiques, lors des travaux de terrassement, d'ouverture de tranchées, lors du remblaiement ou de démolition, la brumisation doit être utilisée pour limiter l'émanation de poussières.

### Par rapport aux piétons, automobilistes

Chaque entreprise titulaire a l'obligation d'aménager, de maintenir et de favoriser en fonction des phasages définis avec le maître d'œuvre/maître d'ouvrage :

- la circulation, les accès des piétons et automobilistes

**A chaque remise en circulation (provisoire ou définitive), l'ensemble des matériels de l'entreprise doit être évacué. Les zones de stockage sont étudiées avec le maître d'œuvre ou le maître d'œuvre délégué lors de la période de préparation de chantier.**

**Chaque entreprise doit le personnel nécessaire à la gestion de la circulation des véhicules de travaux aux entrées et sorties de chantier.**

### Par rapport aux établissements en activité

/

### Par rapport aux interdictions de survol

Interdiction absolue de survol par tout type d'appareil de levage de ligne SNCF, électrique, bâtiments occupés, voies et espaces publics...

### Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien)

Les travaux se déroulent sur une voie express avec neutralisation des voies concernées et aux abords des travaux.

### Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

Prévention du risque d'endommagement des réseaux : La détention de l'AIPR devient obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Les entreprises doivent respecter la réglementation en vigueur et former leur personnel en conséquence.

#### Réseaux extérieurs :

Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, qu'ils se déroulent dans le domaine privé ou public, sont soumis à certaines dispositions réglementaires (décret 2011-1241 du 05/10/2011) :

- déclaration de projet de travaux (DT) : à charge du maître d'ouvrage, au stade de l'élaboration du projet.

#### **Référence :**

N° consultation du téléservice :	2024070800258PAJ
Référence de l'exploitant :	
N° d'affaire du déclarant :	Saint Thonan
Personne à contacter (déclarant) :	Julien VERBILKICHE
Date de réception de la déclaration :	08 / 07 / 2024
Commune principale des travaux :	Saint-Thonan
Adresse des travaux prévus :	NR

- déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) : chaque entreprise, y compris sous-traitante, ou membre d'un groupement d'entreprises, chargée de l'exécution des travaux, est tenue d'adresser cette déclaration avant intervention.

La consultation du Télé- service est obligatoire.

Ces déclarations doivent être renouvelées si les travaux n'ont pas débuté dans les 3 mois après la consultation du Télé- service.

Les réseaux à conserver ou à dévier sont précisés en fonction des DT.



**Présence de lignes électriques aériennes (sans objet sur cette opération)**

La distance de sécurité à respecter y compris vis-à-vis des pièces manutentionnées est de :

- 3 m si la tension est inférieure à 50000 V
- 5m si la tension est supérieure à 50000 V



Les dispositions minimales suivantes doivent systématiquement être mise en œuvre par l'entrepreneur :

- Balisage par panneaux de tous les réseaux aériens ou souterrains se trouvant au droit des zones de travaux. Ces panneaux doivent mentionner la nature du réseau concerné.
- Si le passage d'engin de chantier sur un réseau enterré est inévitable, les moyens nécessaires seront mis en œuvre pour guider les circulations sur les zones protégées (protection à définir en concertation avec le concessionnaire).

**Par rapport au terrain (la terre, l'eau, ...)**

Le démarrage des travaux ne pourra s'effectuer qu'après la mise en place des barrières et signalisation de chantier en limite des zones de travaux.

Les accès et les voies publiques sont en permanence maintenus propres par les entreprises avec des moyens efficaces tels que balayeuses aspiratrices équipées de jets à haute pression.

**Par rapport à la nature du sol**

Il y a lieu de consulter l'éventuel rapport géotechnique afin de vérifier la nature du sol et la présence éventuelle d'eau.

**DESCRIPTION DE L'OUVRAGE A BATIR**

Travaux de terrassement, d'assainissement, de chaussées et d'équipements pour l'aménagement et la sécurisation de l'échangeur.

**PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS**

**Amiante /HAP**



**Repérage amiante avant travaux réalisés par le MOA.**

**Le rapport a pour conclusion l'absence d'amiante dans les enrobés, il est à joindre à la consultation.**

**Extrait 1<sup>ère</sup> page :**



Avenue de Lossburg - Parc de Ruisseau  
69 480 - ANSE  
Tel : 04 37 55 00 76  
Fax : 04 37 55 00 16  
Email : labo@epsilon.fr

REFERENCES DU CHANTIER			
Demandeur	Monsieur ROUX Sandy - DIRO/SEM/PECO		
Adresse	10 rue Maurice Fabre - CS 63108 35 031 RENNES cedex		
Marché N°	DIRUOP2306	Chantier	RN12
EJ	1406607825		
Type intervention	carottage et détection amiante-Hap	Affaire	CROAZ AR NEIZIC-PMI

REFERENCES DE L'INTERVENTION	
Réalisée par	V. LIOUR
Observations	Dates d'intervention : 01/08/2024

Le laboratoire EPSILON est intervenu le 01/08/2024 pour effectuer la campagne de carottage afin d'analyser les présences d'AMIANTE/HAP.

**CEI de BREST**

9 carottes ont été effectuées.

Après analyse, les 24 échantillons issus des 9 carottes sont exempts d'AMIANTE.

Seule la carotte dans le tableau ci-dessous présente des traces d'HAP.

*fin de l'extrait*

Chaque entreprise concernée doit prendre connaissance des repérages amiante avant travaux. L'entreprise à une obligation de résultat en terme de sécurité sur le chantier (analyse des risques exhaustifs à réaliser). Les mesures de coordination des travaux de désamiantage et déplombage sont reprises à la suite du PGC.

Le CSPS alerte les entreprises sur le fait que ce repérage n'exclue pas, de manière certaine, la présence d'amiante sur d'autres matériaux non répertoriés. Des découvertes fortuites peuvent survenir.

Les chefs d'entreprise doivent être particulièrement vigilants concernant leurs obligations, envers leurs salariés et les tiers.

Tout ouvrage suspect, en fonction de l'analyse des risques doit faire l'objet, d'une analyse permettant d'identifier la présence ou non de fibres d'amiante.

## **ACCES AU CHANTIER**

### **Véhicules et personnel**

Le détail des accès « chantier » autorisés sont à établir avec le titulaire du marché et le maître d'œuvre lors de la période de préparation de chantier. **La signalisation est mise en place par la DIRO.**

Un agent de trafic est obligatoire au droit des accès aux chantiers. A charge de chaque entreprise.

### **Points particuliers**

Le stationnement des véhicules privés du personnel des entreprises ne peut se faire sur la voie publique aux abords du chantier. Une zone de parage est définie en concertation avec le Maître d'ouvrage à l'intérieur de la zone cantonnement. **A localiser sur le PIC.**

Les véhicules évoluant dans l'enceinte du site doivent être équipés de gyrophares.

### **Fléchage - Signalétique d'accès - Affichage**

L'itinéraire d'accès doit être fléché de façon précise afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutile susceptible de détériorer les voiries existantes.

Une signalisation d'accès au chantier est mise en place, chaque entrepreneur informe ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

Affichage obligatoire du chantier : panneaux « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

Les services de la DIRO mettent en place les déviations adaptées sur le secteur.

Les entreprises doivent la mise en place des signalisations en amont et en aval du chantier.

L'entreprise doit un entretien très régulier de ces panneaux de signalisation.

### **Signalisation temporaire des circulations :**

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que la circulation pour les riverains, les livreurs, les services de secours doit être assurée en permanence pendant toute la durée des travaux.



L'entrepreneur doit la mise en place de signalisations chantier réglementaires pour déviation des piétons, véhicules, passages protégés existants, conformément au code de la route et règlements sécurité routièrès (<http://www.securite-routiere.gouv.fr/>).

La signalisation temporaire de jour et de nuit, suivant Code de Voirie, est assurée par chaque entreprise. La surveillance du maintien, ainsi que l'entretien de cette signalisation est assurée par cette entreprise jusqu'à l'achèvement des travaux

La nuit, l'entrepreneur doit signaler, par un balisage lumineux et rétro-réfléchissant, tout danger particulier, rétrécissement important de la chaussée, obstacle ou excavation empiétant sur la chaussée ou situé sur accotement à moins d'un mètre de la rive de celle-ci.

En cas d'observation des règles imposées, l'entrepreneur est tenu de procéder à la remise en ordre de la signalisation sur simple injonction du maître d'œuvre, sans mise en demeure préalable.

Si l'entrepreneur ne répare pas, sur le champ, les anomalies signalées, le maître d'œuvre y pourvoira aux frais de l'entrepreneur.

### **Signalisation intérieure, extérieure (modalités de mise en place et d'entretien)**

Les panneaux d'interdiction de pénétrer sur le chantier ainsi que les panneaux de signalisation de circulation à proximité du chantier sont mis en place par le maître d'ouvrage (DIR OUEST).

Ce balisage doit être visible et clair. Aucun véhicule public ne doit pouvoir entrer dans la zone en cours de travaux.

A chaque accès au chantier, à chaque entrée du site, à chaque zone de stockage, pour tous les locaux de vie et d'hygiène, les entreprises installent, entretiennent et maintiennent en bon état permanent, visiblement et durablement, en les adaptant, les panneaux conformes aux dispositions du code de la route ou affichages ou pictogrammes suivants :

- « chantier interdit au public »,
- « port des EPI obligatoire »,
- « interdiction de fumer », (décret du 15 novembre 2006),
- Panneaux de signalisation provisoire de jour et de nuit, ils devront se référer aux ouvrages intitulés « signalisation temporaire », et publiés par la Direction des routes et de la circulation routière, service de l'exploitation routière et de la sécurité – Bureau RER 1 – 55, quai de Grenelle – 75015 PARIS.

### **Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier**

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisés à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locatiers, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques,...) doivent être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention.

L'entreprise concernée doit réaliser l'accueil de ces intervenants.

### **Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)**

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

Les compagnons doivent porter des vêtements à haute visibilité.

### **Intervention sur la ou les zone(s) de travaux**

Les travailleurs ont l'obligation de porter des vêtements de haute visibilité (gilet rétro réfléchissant,...). Les entreprises et tout intervenant doivent respecter les consignes données par la maîtrise d'œuvre pour accéder ou repartir dans la zone des travaux.

## **INSTALLATIONS DE CHANTIER**

Les travaux proprement dits ne peuvent débuter qu'après l'installation des locaux de chantier.

Chaque lot doit la mise en place de sa propre base vie pour ses compagnons et les compagnons de leurs éventuels sous-traitants.

### **Plan d'installation de chantier**

Chaque entreprise doit établir le plan d'installation de chantier.

### **Recherche des zones d'installation du cantonnement**

Le plan d'installation de chantier précise :

- les entrées de chantier
- les clôtures, barrières et portails,



- le balisage et signalisation routière,
- les cheminements utilisables ou interdits,
- des aires de chargement et de déchargement,
- les zones de stockage de matériels et matériaux,
- la zone de cantonnement de chantier (bureaux, magasins, sanitaires, vestiaires, réfectoires).

### Travaux préparatoires à l'installation de chantier :

Avant le début du chantier, les panneaux de signalisation doivent être mis en place et les usagers réguliers de cette route devront être avertis. **Gestion par la DIRO.**

### Clôtures : base vie et zones à risques

La responsabilité du fait de la chose suivant l'article 1384 du code civil est engagée en l'absence de clôture. Le chantier doit donc être totalement clos à l'aide d'une clôture, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.

Une clôture doit être installée pour rendre le chantier clos de manière à bien rendre inaccessible aux personnes non autorisées, les zones à risques.

Les zones de chantier, la base vie et les zones de stockages doivent être clôturées.

Les fouilles ouvertes doivent être clôturées.

Aucune « Rubalise » n'est autorisée tant pour les cheminements que pour les balisages de chantier.

### Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier sont réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

<i>Nature de l'installation</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
Clôtures, portails, barrières avec signalisation de sécurité du chantier	Chaque entreprise avec la DIR OUEST	Chaque entreprise avec la DIR OUEST
Réseaux divers existants à protéger	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Plates-formes pour zones de stockage (même provisoire) et zone de cantonnement	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Sanitaires (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou essuyage), cabinets d'aisance (W-C, urinoirs), douches Ensemble des équipements communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Vestiaires, réfectoires de son lot jusqu'à la fin de sa prestation.	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Roulotte de chantier type V.R.S (vestiaire, réfectoire, sanitaire).	Chaque entreprise	Chaque entreprise

### Dimensionnement du cantonnement

Le cantonnement est dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Les effectifs sont précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

Pour des travaux particuliers, la mise en place d'une roulotte de chantier type V.R.S. peut être envisagée.

### Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.

### Secours

Poste de téléphone de 1er secours et numéros d'alerte dans bureau de chantier et affichage « En cas d'accident » à proximité.

Chaque chef d'équipe doit être doté d'un téléphone portable lui permettant d'appeler les secours.



Une affiche indiquant les consignes en cas d'accident et les numéros d'urgence doit être mise en place dans la base vie.

### Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement sont réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

<i>Nature de l'intervention</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)	Chaque entreprise	Chaque entreprise

### **AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES**

Les autorisations administratives et démarches diverses sont réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

<i>Démarches administratives</i>	<i>Services concernés</i>	<i>Réalisées par :</i>
Déclaration d'intention de commencement de travaux (D.I.C.T.) sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques
Envoi du PPSPS du lot principal	- Inspection du Travail/DIRRECTE - CARSAT/CRAM - OPPBTP	Chaque titulaire de lot
Autorisation de voirie pour emprise sur la voie publique	Services techniques ville, DIR Ouest	Chaque titulaire de lot
Autorisation administrative diverse	Service local	Chaque titulaire de lot





# Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

## VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

### Généralités

Les zones de circulation menant aux travaux doivent être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit en dehors des zones parking réservées à cet effet.

### Circulations des piétons

Les circulations piétonnes sont différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique est mise en place dès le début des travaux par chaque titulaire de lot

Le cheminement vers le cantonnement est protégé vis-à-vis des travaux à effectuer, drainé, maintenu propre et mène directement à l'extérieur du chantier.

### Circulations horizontales et verticales

Toute manœuvre de véhicules ou d'engins hors de la zone de chantier réglementairement balisée est interdite.

Les entrées et sorties de la zone de chantier se font dans le sens de la circulation ou sous protection de pilotage manuel à l'aide de piquets K 10.

A l'exécution de toute manœuvre, la priorité restera aux usagers.

Pendant l'exécution des phases de travaux, les engins de chantier et d'approvisionnement doivent circuler dans le sens de la marche sur la voie ouverte à la circulation.

### REGLES DE CIRCULATION

- Toute manœuvre de véhicules ou d'engins hors de la zone de chantier réglementairement balisée est interdite.
- Mettre en place un chargé de circulation pour les manœuvres délicate, cette personne doit être clairement identifiable sur chantier.
- Les entrées et sorties de la zone de chantier se font dans le sens de la circulation.
- Mise en place d'une signalisation routière en sorties de site.
- A l'exécution de toute manœuvre, la priorité restera aux usagers.
- Pendant l'exécution des phases de travaux, les engins de chantier et d'approvisionnement devront circuler dans le sens de la marche.
- Les entreprises doivent respecter la signalisation routière existante.
- Tous les engins de chantier doivent être équipés de gyrophares et de signaux sonores de reculs.
- Les balayeuses TP doivent être équipées de radars de recul à ultrasons pour améliorer la "vision" du conducteur en marche arrière complété d'un bridage et d'une réduction de la vitesse de la marche arrière asservies au fonctionnement de ces radars.

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétons et véhicules	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier est établi lors de la phase préparation du chantier.	Chaque titulaire de lot
Aménagements des accès pour les engins et le personnel	Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise doit prendre toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès.	Chaque titulaire de lot
Manœuvres des engins et des véhicules avec visibilité réduite	Les manœuvres et évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées du guidage des opérateurs et de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation.	Les entreprises concernées
Avertisseurs sonores et optiques sur engins de chantier et véhicules de transport	Les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont <b>obligatoires</b> sur tous les engins de chantier et véhicules de transport.	Les entreprises concernées



Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations horizontales et verticales	Obligation d'assurer la continuité des protections collectives.	Chaque titulaire de lot

## **CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE**

### **Généralités**

Les entreprises tiennent compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

### **Grues mobiles :**

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- La procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ;
- Les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, est tenu à disposition dans l'appareil.

### **Grues auxiliaires de chargement de véhicules :**

La recommandation de la CNAMTS R. 390, « utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules doivent être vérifiées conformément à l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, est aussi tenu à disposition.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il doit être étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention inter entreprises.	Les entreprises concernées par des manutentions
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise doit prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise.	Les entreprises concernées
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux est organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage. En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites est mis en place. Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences.	Les entreprises concernées

### **Vérification des appareils et des accessoires de levage**

L'ensemble des appareils de levage doit être vérifié conformément aux arrêtés du 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification doivent être disponibles sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc...) doivent être :

- Compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- Comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- Périodiquement vérifiées.



## Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur doit être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

## Limitation du recours aux manutentions manuelles

Les entreprises intervenantes doivent prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédant un poids de 55 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc...).

## Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.

## APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises doivent formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier.	Tout corps d'état
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs sont informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier.  L'entreprise concernée doit prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés.	Tout corps d'état

## Approvisionnement

Les matériels et matériaux doivent être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

## Magasins

Les entreprises ont la possibilité d'aménager, à titre provisoire, des magasins sur les aires prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.

Les aménagements et la remise en état de la zone dans laquelle ils ont été créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit.

Chaque magasin doit être identifié par le nom de l'entreprise.

Chaque entreprise a à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

Les entreprises sont tenues de libérer les zones en fonction de l'avancement des travaux.

## **CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES**

### **Evacuation des déchets**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Bennes à déchets pour les gravats et décombres de démolitions d'ouvrages existants	L'entrepreneur a à sa charge la mise en place de bennes permettant d'évacuer l'ensemble des gravats et décombres générés par son lot.	Chaque titulaire de lot
Remplacement des bennes à déchets	Le plan d'installation de chantier indique la position des bennes. Elles sont remplacées autant de fois que nécessaire par le lot qui en a la charge.	Chaque titulaire de lot
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes.	Tout corps d'état
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail	Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS peut demander à l'entrepreneur du lot principal de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante	Tout corps d'état
Nettoyage quotidien des voies à proximité du chantier empruntées par les engins de chantier	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage des voies empruntées par ses engins	Chaque titulaire de lot

## **CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX**

### **Matières et substances dangereuses**

Le traitement de ces déchets industriels dangereux est à la charge des entreprises qui les produisent (bois traités, pinceaux souillés, peinture...). Ils sont destinés aux centres d'enfouissement technique (CET) 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD).

Ces produits ne doivent pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informe préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fait au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée doit établir un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assure l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

### **Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier**

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) sont évacués suivant les cas vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) avec bordereau de suivi des déchets.

Le traitement des déchets susceptibles de libérer des fibres d'amiante est réalisé dans les conditions des articles R. 4412-121 à 124 du code du travail.

Les déchets d'amiante doivent être évacués vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou vitrification avec bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA).

Pour les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes et ayant conservé leur intégrité relevant du Catalogue européen des déchets (CED) sous le code 17-05-03\* du CED, il est aussi accordé une possibilité de les évacuer vers une filière d'élimination CET 2, installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

## **PROTECTIONS COLLECTIVES**

Les protections collectives sont adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs.

La prévention du risque de chute de hauteur générée par l'exécution de travaux doit être réalisée au moyen de garde corps complets (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm).



**Chaque entreprise titulaire** a à sa charge la fourniture, la mise en place la maintenance et de la dépose des protections collectives pendant toute la durée du chantier, jusqu'à ce que la protection définitive soit mise en place ou que la totalité des travaux soit réalisée. Elle doit en particulier :

- La protection de la périphérie des fouilles.
- Les protections des trémies, réservations etc.
- La protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne doivent pas présenter de risques d'empalement),

Les réservations doivent être rebouchées dès que possible.

Les éléments définitifs de protections doivent être mis en place (garde-corps, passerelles, caillebotis etc.) dans le meilleur délai.

Les tampons sont obligatoirement installés au fur et à mesure de la mise en place des regards.

L'exécution des fouilles doit se faire par tronçons de 20 m qui doivent être remblayés à l'avancement, aucune fouille ne peut rester ouverte en fin de journée. Afin de supprimer les risques d'ensevelissement, **l'entreprise titulaire** respecte les dispositions suivantes :

- Obligation de blinder une fouille étroite de plus de 1m30 de profondeur
- Interdiction de sortir de l'emprise du blindage,
- Délimiter les bords de tranchée avec un ruban de signalisation,
- Ne jamais surcharger les bords de fouilles,
- Dégager les berges,
- Eviter tout dépôt de matériel ou de matériaux et toute circulation de véhicules et d'engins à proximité de la tranchée,
- Eloigner de la tranchée tout engin et matériel provoquant des vibrations,
- Capturer et canaliser les eaux de ruissellement afin qu'elles n'envahissent pas la tranchée,
- Installer les échelles d'accès au fond de la tranchée.

Dans l'impossibilité d'utiliser les blindages pour des points particuliers tels que des regards ou traversées de tranchée par des conduites, L'entreprise titulaire réalise des blindages ponctuels constitués par des planches, madriers et étrépillons.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives	Les protections collectives sont étudiées avec les entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en recherchant une utilisation commune avec les corps d'état concernés.	Chaque titulaire de lot
Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente	Chaque entreprise à l'issue de ses interventions doit rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.	Chaque titulaire de lot
Mise en place de protections collective au droit des fouilles ouvertes	L'entreprise doit mettre en place tous les dispositifs nécessaires de manière à éviter tout risque de chute à l'intérieur des fouilles ouvertes. Les dispositifs de franchissement de tranchées doivent être équipés de protections collectives sur chaque côté.	Chaque titulaire de lot
Dans le cas de manquement à ses obligations par une entreprise intervenante	La maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourront demander de réaliser les travaux de mise en sécurité au compte de l'entreprise défaillante.	Lot principal Chaussée

## **PREVENTION DES RISQUES LIES AUX MALADIES PROFESSIONNELLE**

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Surdité professionnelle	Le principal risque sur ce type de chantier est lié au bruit émis lors des travaux de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- démolition par B.R.H., par marteau piqueur, ... ;</li> <li>- sciage de l'enrobé existant, des bordures ou des dalles ;</li> <li>- rabotage des enrobés.</li> </ul> Les salariés concernés par ces travaux ou se trouvant à proximité sont équipés de protections individuelles spécifiques.	Les entreprises concernées



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>L'entreprise qui exécute ces travaux de démolition ou de sciage met à disposition des salariés concernés les E.P.I. nécessaires.</p> <p>Chaque entreprise doit fournir à son personnel des protections adaptées au travail à réaliser.</p>	
Risques liés à la qualité de l'air	<p>Dans des lieux confinés, en particulier dans les regards, ovoïde ; la qualité de l'air peut se trouver dangereusement modifiée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présence d'effluents gazeux dangereux (H<sup>2</sup>S, NH<sub>3</sub>...)</li> <li>- Présence de gaz inerte (argon, etc.) qui peuvent provoquer une anoxie par un abaissement sensible de la teneur en oxygène.</li> </ul> <p>Chaque entreprise a l'obligation de s'assurer qu'un contrôle initial de la concentration en vapeurs, fumées ou poussières de plomb de l'air inhalé, a été effectué dans ces lieux confinés avant toute intervention d'opérateurs.</p>	
Risques biologiques	<p>Pour effectuer les travaux sur les réseaux d'assainissement, les salariés peuvent être exposés à des risques d'infection liés aux projections d'eaux usées.</p> <p>Les entreprises concernées, doivent informer leurs salariés des risques encourus et indiquer dans leur P.P.S.P.S les consignes d'hygiène à observer et fournir les équipements de protection individuels adaptés aux conditions de travail.</p>	
Prévention par vaccination du personnel	<p>La vaccination contre le tétanos est une mesure préventive minimale pour tous les corps d'état.</p> <p>En ce qui concerne celle pour la leptospirose, le choix appartient aux médecins du travail de chaque entreprise concernée.</p> <p>Leptospirose = maladie dont les vecteurs sont les rats et l'eau souillée.</p> <p>Les premiers signes pathologiques sont l'hémorragie du foie et une forme de typhoïde.</p>	Les entreprises concernées

## MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux superposés	Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches.  Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) est interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique.	Tout corps d'état
Heurt avec un engin	Toute disposition doit être prise pour limiter les risques induits par la co-activité et notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les engins de transports de terrassements sont munis d'un système sonore pour reculer.</li> <li>- Un espace de sécurité de 2m est aménagé entre les parties mobiles des pelles et le périmètre de sécurité, tant pour le personnel d'exécution que pour le public</li> </ul>	
Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots	Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard met en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	Lot concerné
	Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage sont à la charge du lot utilisateur.	Lot concerné
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières	Ces travaux sont dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées.  En cas d'impossibilité, il appartient à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives est privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles. L'entreprise concernée doit également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier.  Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques sont à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.	Lot concerné
Engins de guerre	Lors des travaux d'infrastructure (décapage, terrassements,...) la découverte d'engins de guerre non explosés est à prendre en compte. Si tel était le cas, le chantier est arrêté et la sécurité civile est informée immédiatement.	Lot concerné





# Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

## **RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE**

Les travaux sont exécutés sur une voie express nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers de la route, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc..

### **Horaires de chantier imposés**

A définir avec la maîtrise d'œuvre, maîtrise d'ouvrage.

### **Horaires et contraintes de livraisons**

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se font dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fait par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

## **SITE EN EXPLOITATION**

Pour des travaux de réhabilitation dans un établissement en activité, le risque incendie et l'évacuation des personnes en cas d'incendie sont à prendre en compte en priorité. SANS OBJET NORMALEMENT.

### **Risque incendie**

Pour tout travail de soudage, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud, un permis de feu établi par le chef d'établissement doit être obligatoirement délivré avant toute intervention.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications est maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune co-activité pendant l'utilisation de produits à risques.

### **Evacuation des personnes en cas d'incendie**

En cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement, ...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donne un avis

Dans les E.R.P., le plan d'installation de chantier est soumis pour avis au chef d'établissement.

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation est réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers, la circulation des personnes, ...

## **EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS**

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.

# Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

## NETTOYAGE DU CHANTIER

### Règles générales de nettoyage du chantier

- Des bennes à déchets sont installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au **paragraphe conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres** du présent PGC.
- Chaque entreprise doit nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows sont maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les roues des engins et camions doivent être nettoyées au jet d'eau avant de sortir du chantier.
- Un lave roues peut être installé en limite de chantier sur demande du coordonnateur SPS.

## DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

### Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

### Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :

- Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux
- Obligation de désigner un responsable environnemental par entreprise
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production de déchets sur le chantier
- Définition préliminaire du niveau de tri sur et hors site (DI – DIB – DIS autres)
- Quantités approximatives prévisionnelles de production de déchets
- Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues
- Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux
- Moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets



# Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

## ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif des premiers secours sur le chantier est d'organiser les secours rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante doit prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle peut être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

**Appeler : POMPIERS : tél. 18 ou SAMU : tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112**

en donnant les informations suivantes :

1. ICI CHANTIER,  
**Reprise des bretelles Nord de l'échangeur de St Thonan sur la RN12 (sens Morlaix vers Brest)**  
**Téléphone :**
2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation doivent toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours peut être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée est apposée dans les installations de chantier.

## SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, doit dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur doit clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

## INFIRMERIE

Une infirmerie est installée dès que l'effectif du personnel sur le chantier atteint 200 personnes.

1 infirmier est requis pour un effectif de 200 à 800 salariés, et 1 infirmier de plus par tranches de 600 salariés.

L'équipement de l'infirmerie est à déterminer en accord avec le médecin du travail.

## DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits ;
- emploi des explosifs ;



- travaux sous tension ;
- travaux en milieu hyperbare ;
- ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne doit jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

## **RISQUE INCENDIE**

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), des zones de stockage particulières doivent être aménagées et identifiées.

Les locaux suivants doivent être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- vestiaires ;
- réfectoire.

Le matériel fait l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants doivent être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

**Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.**

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

# Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

## ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ;</li><li>- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (</li><li>- Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;</li><li>- Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ;</li><li>- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ;</li><li>- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ;</li><li>- Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.</li></ul>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"><li>- art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1</li><li>- art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76</li><li>- art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94</li><li>- art. L.4531-1 à L. 4531-18</li><li>- art. R. 4532-38</li><li>- art. R. 4532-95</li></ul>

## INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La demande d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p><b>L'entreprise demande au coordonnateur SPS un rendez-vous pour l'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</b></p> <p><b>Le coordonnateur SPS confirme en retour la date d'inspection commune prise d'un commun accord.</b></p> <p>Au cours de l'inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les consignes à observer et à transmettre ;</li><li>- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.</li></ul> <p>Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.</p>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-13



## **ETABLISSEMENT D'UN PPSPS**

Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des autres entreprises, du chantier et de son environnement ;</li> <li>- de l'entreprise sur les autres intervenants ;</li> <li>- de l'entreprise sur ses propres salariés.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9

## **DIFFUSION DES PPSPS**

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS :</p> <p><b>DEKRA Industrial</b> ACT CSPS BRETAGNE 241 rue du Général Paulet CS 62845 29200 BREST</p> <p>Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT/CRAM et à l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ;</li> <li>• pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang	En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71

## **OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS**

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS.</p> <p>Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées.</p> <p>Le Maître d'Oeuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.</p>	<p>Coordonnateur SPS</p> <p>Maître d'Oeuvre</p>	Articles R. 4532-13



## **HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR**

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire.</p> <p>Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'oeuvre et aux entreprises concernées.</p> <p>Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.</p>	Coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-48

## **MISE A JOUR DU PGC**

*Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC ou en fonction de l'évolution du chantier*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.</p> <p>A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'oeuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS.</p> <p>S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier.</p> <p>Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination.</p> <p>La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie).</p>	Coordonnateur SPS	Articles R. 4532-47 et 48

## **SOUS-TRAITANT**

*Le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.</p> <p>Ce document pourra être son propre PPSPS.</p> <p>A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS.</p> <p>Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS.</p> <p>Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second oeuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).</p>	Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage	Article R. 4532-60

## **TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

*Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.*

*Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997.*





Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	Travailleurs indépendants	Article R. 4535-1 et 4535-2

## **TRAVAIL DISSIMULE**

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

## **PRET DE MAIN D'OEUVRE**

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

## **RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL**

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.

Sans objet pour la présente opération, le CISSCT ne concerne que des opérations de 1ère catégorie.

## **Annexe(s)**

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage
- DIR OUEST : extrait du règlement balisage routier

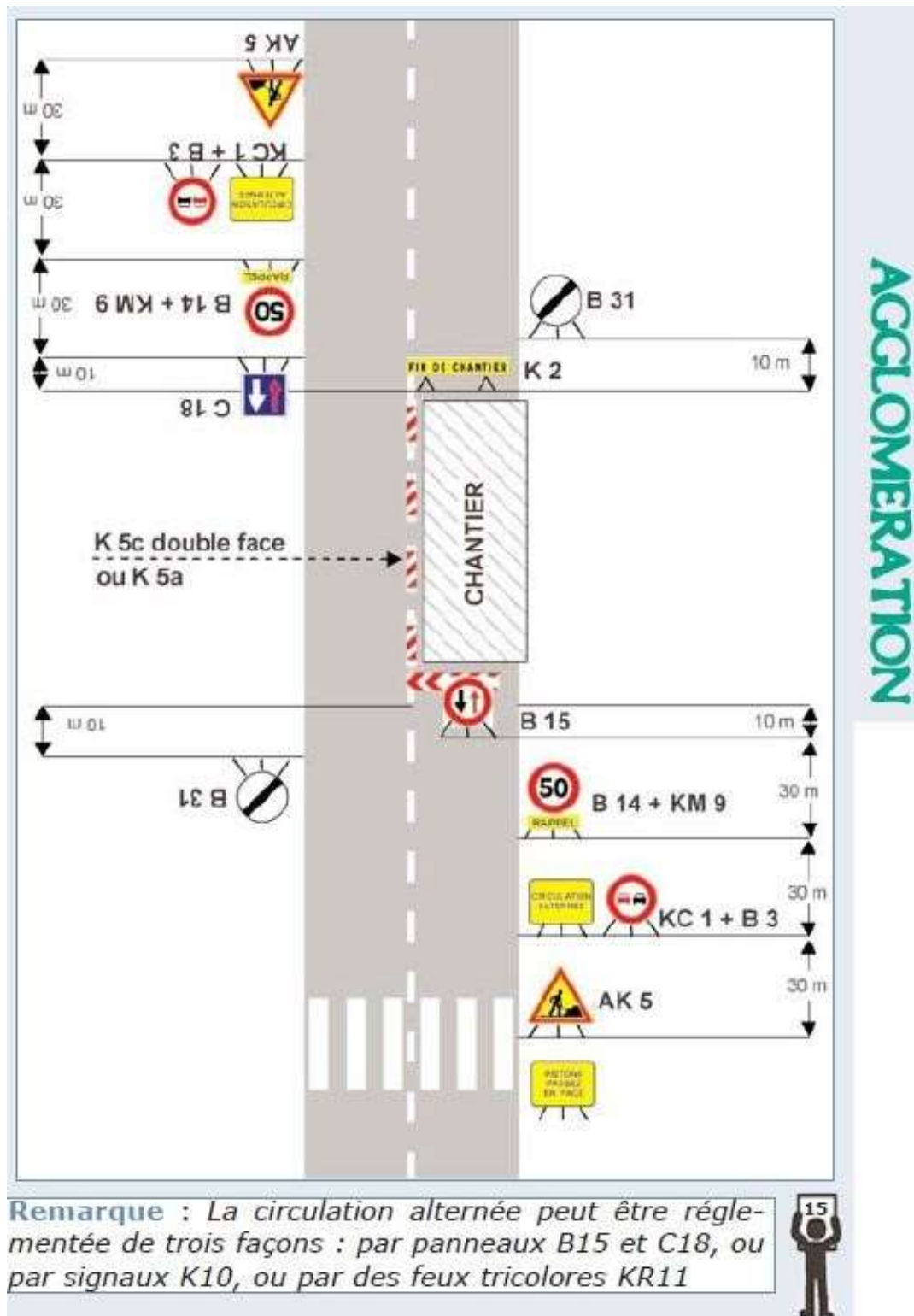
**ANNEXE 1**  
**LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES**  
**DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE**

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

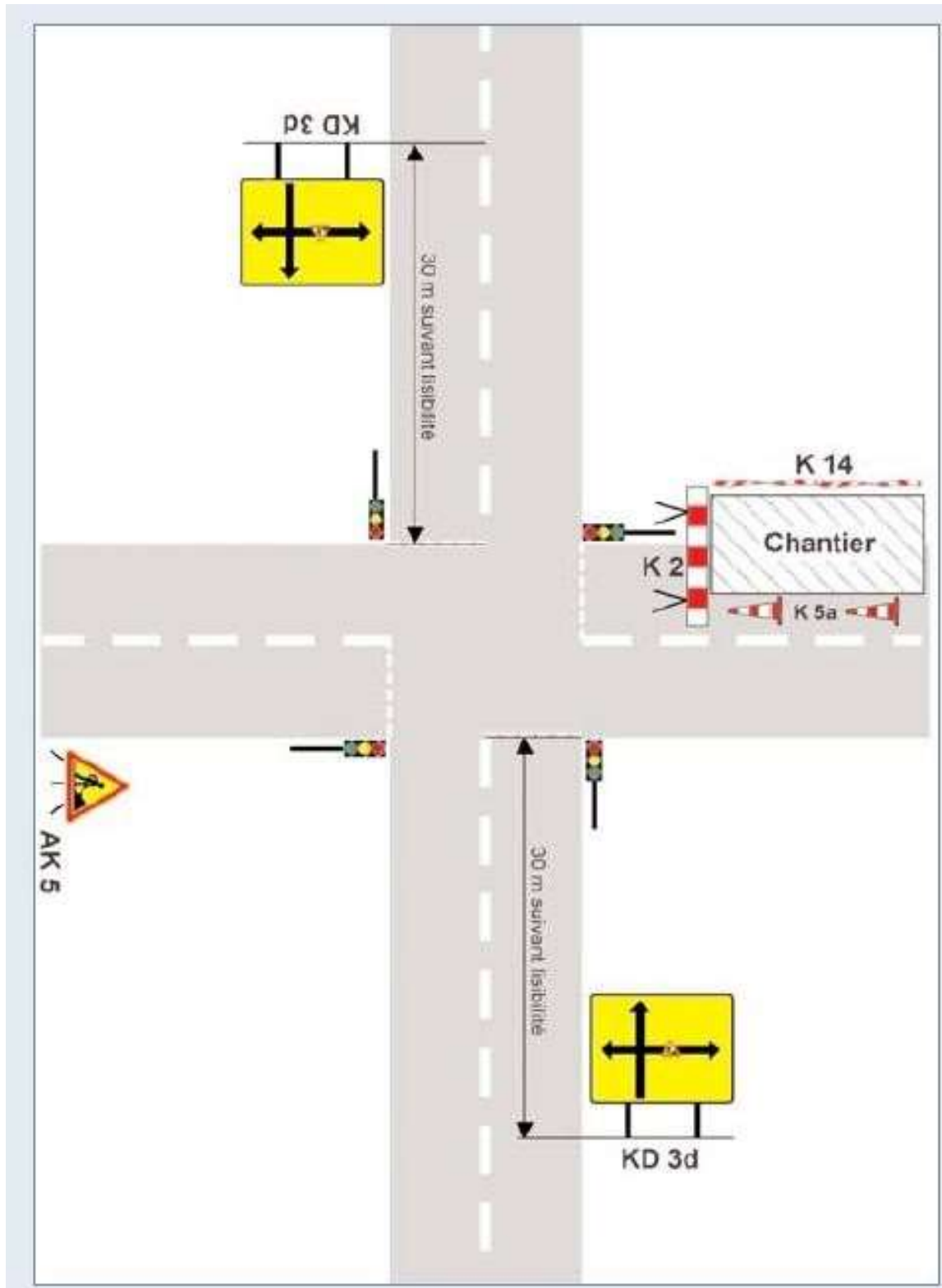
<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
<b>1 lot unique</b>	T			

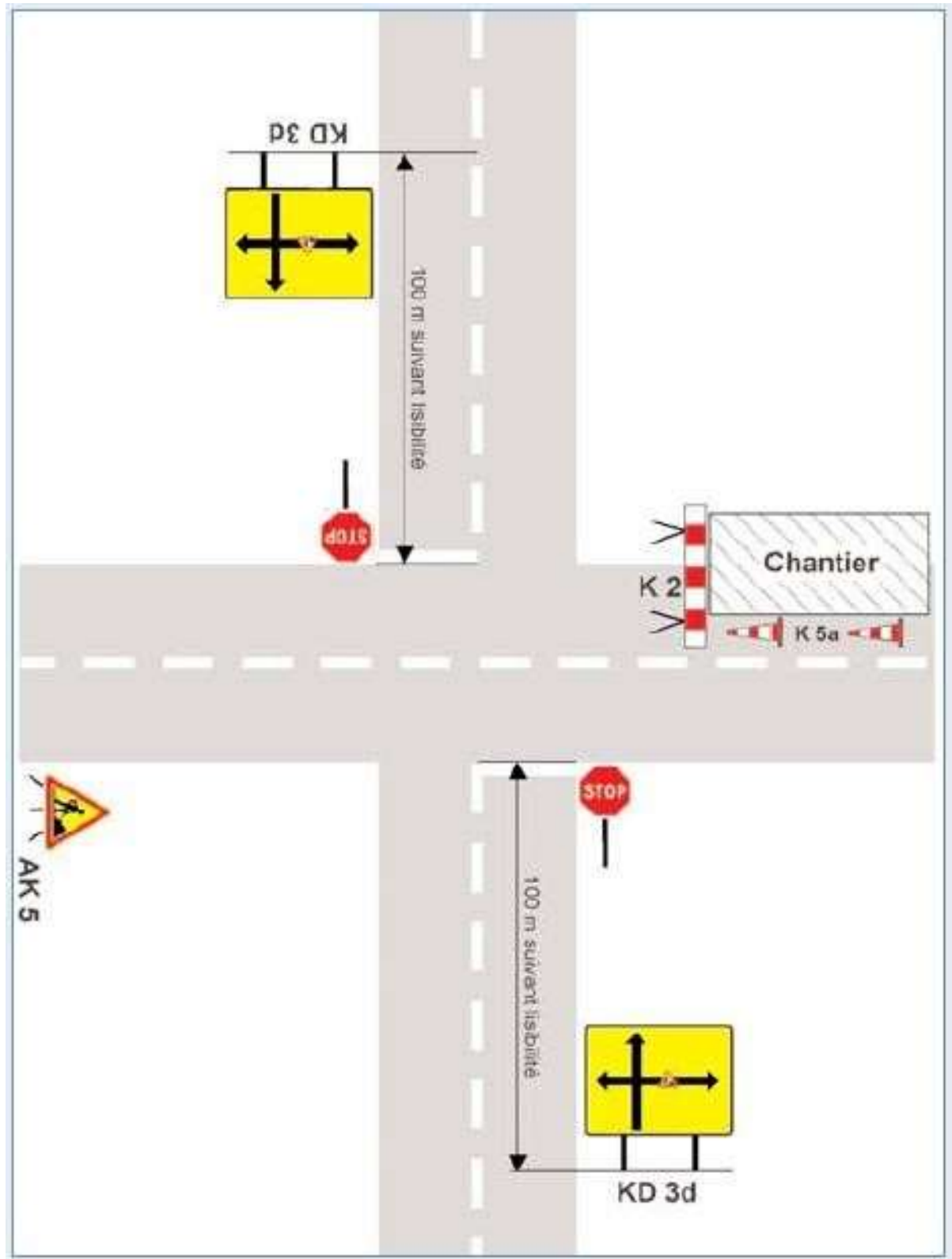


## ANNEXE DIRO – EXTRAIT REGLEMENT BALISAGE ROUTIER

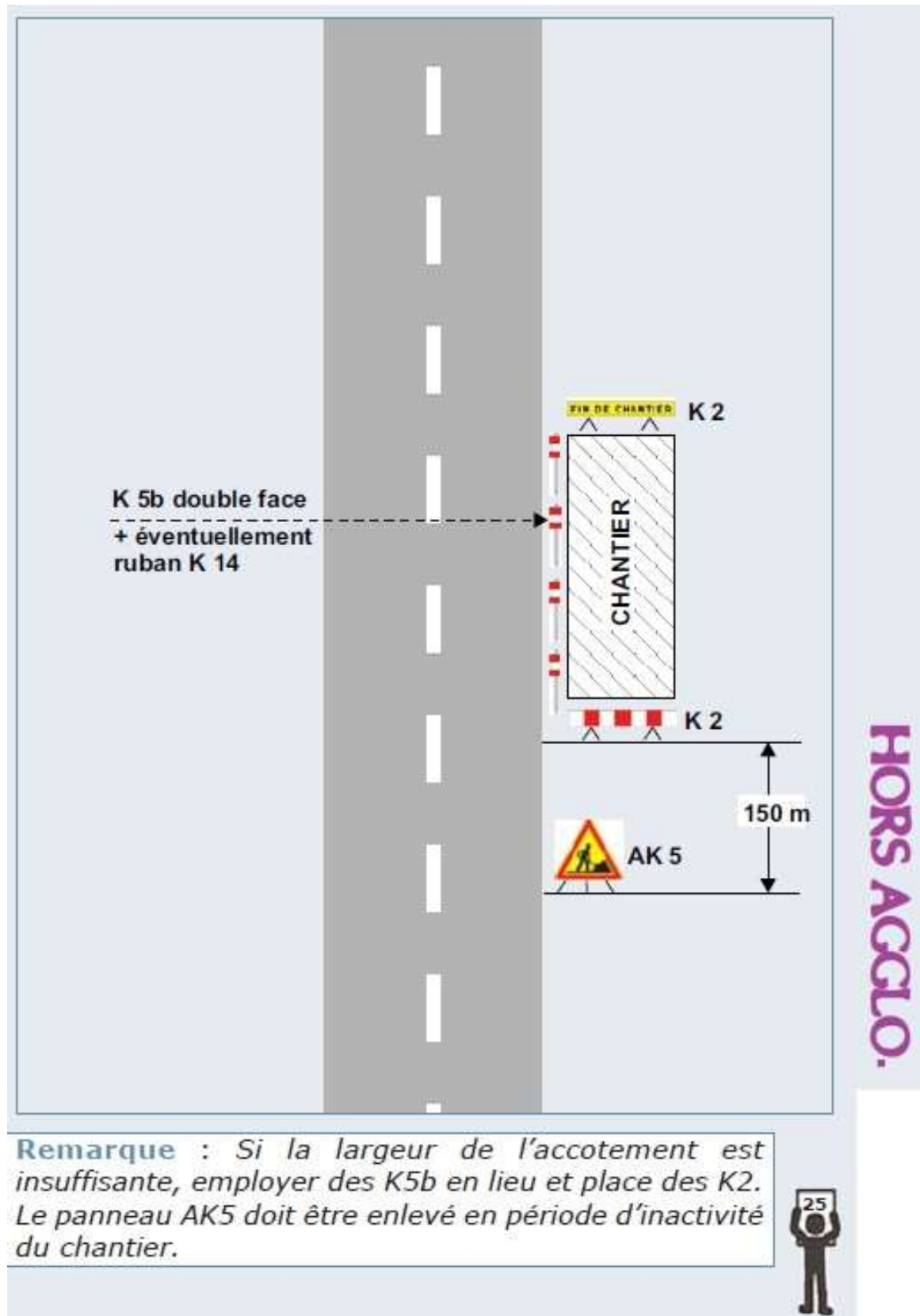


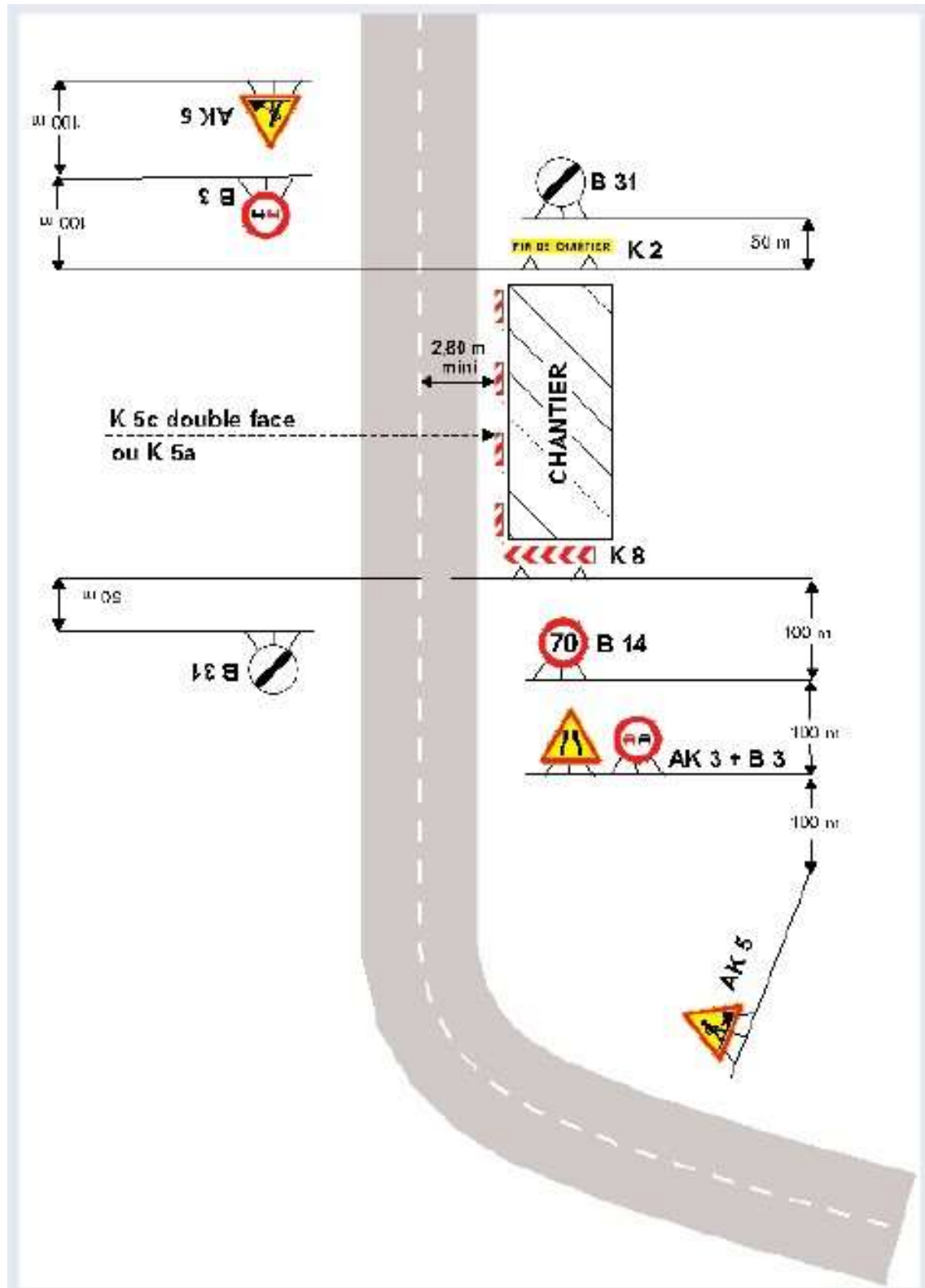


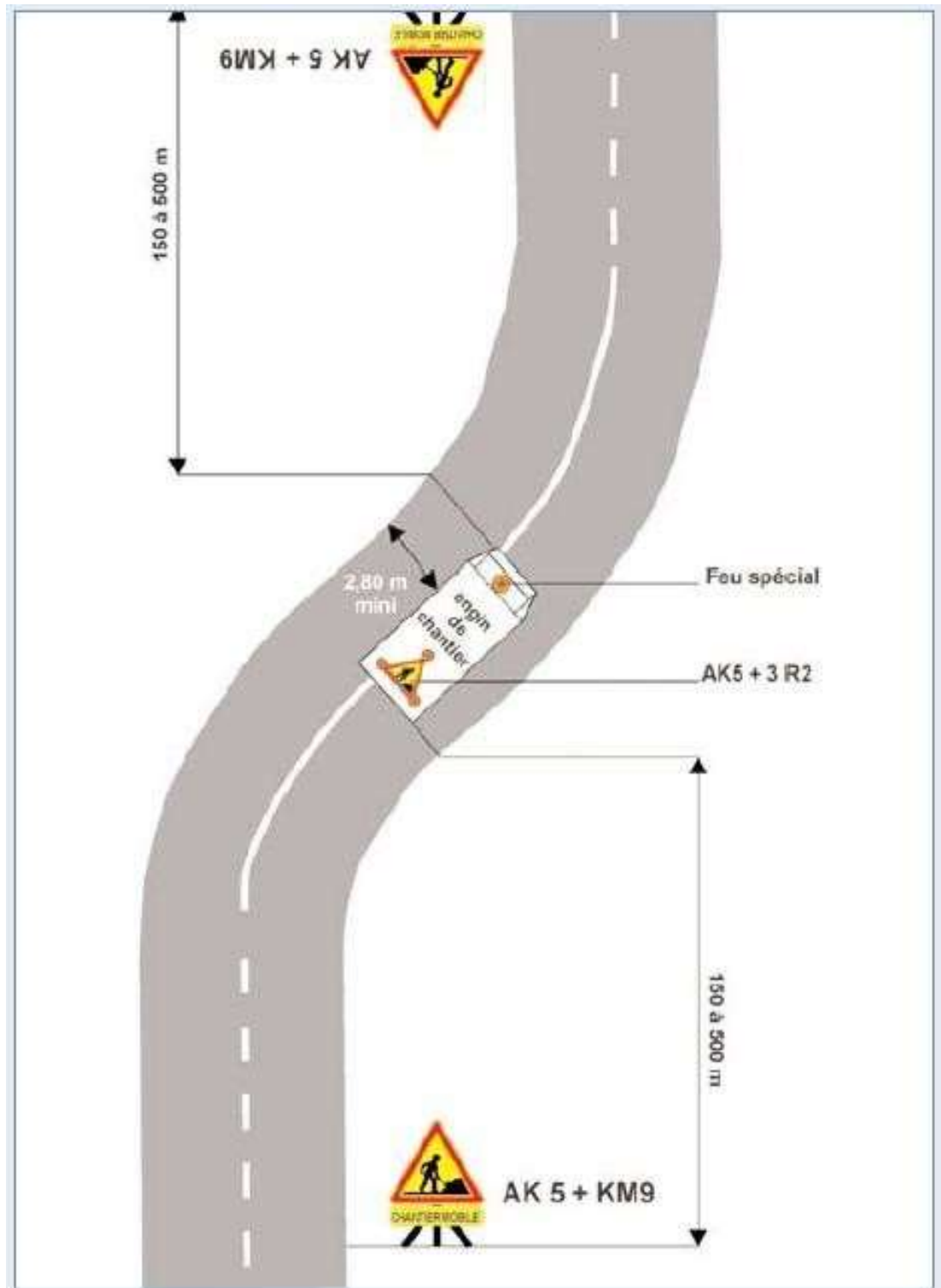












	Distance entre la fin de l'approche et le début de la position	Distance entre la fin du chantier et la signalisation de fin de prescription	Distance entre les panneaux
<b>Hors agglomération</b> - Routes bidirectionnelles - Routes à chaussées séparées	100 m 100 m	50 m	100 m
<b>En agglomération</b>	Entre 30 et 50 m	30 m	30 m

